

La réforme des retraites au Sénat

Le point de vue de Nicole Borvo, sénatrice et de Marie-Claude Robin, secrétaire départementale de la CGT

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 898

7 octobre 2010

prix : 0,70 €

Austérité



Le NON des peuples d'Europe

■ Budget 2011

La rigueur s'affiche

P 2

■ Solidarité

Indre, une ville exemplaire dans l'accueil des Roms

P 3

■ Pacte pour les droits et la citoyenneté

L'appel de la LDH pour plus de solidarité, d'égalité, de liberté

P 5

■ Le diplôme arme des faibles

Pour une nouvelle étape de la démocratisation scolaire

P 6

■ Logement social

Christian Saulnier, Vice-président de la CARENE chargé de l'habitat, revient sur les enjeux du logement dans la région nazairienne



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Vous avez dit environnement ?

Jean-Louis Borloo faisait en son temps du Grenelle de l'environnement le « fer de lance » de la politique élyséenne. Aujourd'hui, il n'hésite pas à renier ses engagements pour entrer dans les cordes budgétaires de sa copine de Bercy. Adieu bonus-malus sur l'achat de votre voiture, adieu allègements fiscaux sur l'installation de panneaux photovoltaïques... On ne voit plus beaucoup le ministre sur nos écrans... Cela expliquerait-il cela ?

Langue de bois assurée



Xavier Bertrand, le chef du parti du Président, n'a vraiment pas peur de la formule. « Aux bons sondages, je préfère les bons résultats sur le front de l'emploi ou de la sécurité » vient-il de déclarer. Ce qui est gênant pour lui dans l'affaire c'est que **ni les sondages ni les résultats sont bons...** Reste la petite phrase bien creuse...

Jackpot pétrolier

L'état Français va verser quelques 81 millions d'euros aux compagnies pétrolières d'outre mer en plus des 94 déjà versés pour les « dédommager » de la baisse administrative des prix entre 2009 et 2010. Une nouvelle manne pour Total et ses copains qui décidément font feu de tous bois pour remplir leurs caisses. Et on dit dans le même temps à Bercy qu'il faut faire des économies...

Encore des mensonges

23 suicides chez France Télécom cette année, 35 entre 2008 et 2009. La direction propose un contrat social qui n'en a que le nom pour entre autre endiguer la question. La preuve : **Elle propose l'embauche de 10 000 personnes d'ici à 2012 et programme dans le même temps 35 000 départs en retraite** pour les prochaines années. Réglera-t-on la question en déclarant mettre en place des ressources humaines plus proche des salariés sans moyens humains réels supplémentaires ? Certainement pas.

Point de vue

par Véronique MAHÉ

L'été 2010 aura été l'été de tous les excès et de tous les amalgames, tous plus honteux et navrants les uns que les autres. Casser la cohésion nationale, c'est la stratégie de Nicolas Sarkozy. **En opposant les Français les uns aux autres, il veut masquer l'incohérence de sa politique**, il veut faire oublier les millions d'euros remboursés à Mme Bettencourt au titre du bouclier fiscal alors que la politique gouvernementale enfonce nos concitoyens dans les difficultés voire la pauvreté.

La politique budgétaire de Nicolas Sarkozy met à mal des pans entiers de notre société. Les riches peuvent dormir tranquilles : on ne touchera pas à leur fortune, on supprimera plutôt des écoles, des hôpitaux, des services postaux, comme à Saint Malo de Guersac, où l'on travestit la réalité des heures d'ouverture en diminuant le nombre de guichets ouverts dans d'autres communes.

Le jeu de massacre continue dans les services publics : 100 000 postes supprimés en 3 ans et 34 000 prévus en 2011.

« La politique budgétaire de Nicolas Sarkozy met à mal des pans entiers de notre société »

Budget 2011 : saignée dans les dépenses publiques

Les annonces gouvernementales quant au budget de la France pour 2011 sont bien conformes... non pas aux attentes des Français mais bien aux orientations ultra libérales de la politique de la droite : baisse des crédits, coupes massives dans les effectifs de fonctionnaires, gel des dotations aux collectivités locales, des budgets des HLM, etc..., **c'est bien un budget de rigueur que le gouvernement s'apprête à appliquer à notre pays !** Et tout cela, au prétexte bien sûr d'enrayer la dégradation vertigineuse des finances publiques. En fait, alors que les cadeaux fiscaux aux plus riches sont maintenus (merci le bouclier fiscal !), qu'un nombre croissant de salariés basculent dans la précarité voire

dans la pauvreté, l'Etat applique la rigueur à celles et ceux qui n'en peuvent déjà plus de cette politique qui s'attèle à démanteler ce qui reste de notre protection sociale, de nos retraites, de notre système de santé, à laisser le « marché » détruire l'emploi au nom de la compétitivité des entreprises.

7 milliards d'euros d'économies sont ainsi projetées, les dépenses de fonctionnement étant rabotées de 5 %. Après les 100 000 postes de fonctionnaires supprimés entre 2007 et 2010, 31 628 nouveaux postes devraient être supprimés en 2011. Les crédits voués à l'agriculture, à la ville, au logement, à l'insertion sont revus à la baisse tandis que la subvention à Pôle Emploi est simplement reconduite au niveau de 2009 ! Les collectivités locales pourtant garantes de nombreux services à la population et à l'origine de

La rentrée scolaire c'est 16 000 postes en moins, des professeurs stagiaires affectés dans des classes sans formation pédagogique, des pas de géant vers la privatisation de l'Education Nationale.

Et Nicolas Sarkozy, qui utilise l'insécurité et la xénophobie comme arme politique, fait preuve en la matière d'une hypocrisie totale. En effet, qui a voulu la fin de la police de proximité, qui brise les politiques sociales, qui diminue les moyens des associations d'éducation et de prévention ? Sarkozy et son gouvernement au nom d'une absurdité du tout rentable !

Nous sommes dans une période de délitement et de régressions. **Nous avons devant nous un gouvernement en difficulté et un président aux abois.** Face à leur tactique de « la peur », face à leur politique spectacle, nous devons résister. **Gagner la bataille des retraites, les faire reculer sur la réforme des collectivités territoriales, défendre nos valeurs républicaines, nos priorités sont nombreuses en cette rentrée 2010.**



73 % des investissements publics sont durement frappés une nouvelle fois. Autant de choix justifiant les craintes formulées par de nombreux économistes : cette « rigueur » risque de plomber la relance de l'activité économique. **Au chapitre des recettes, l'Etat renforce de 9,4 milliards d'euros les exonérations fiscales des plus fortunés** tandis que les

ménages se verront ponctionnés de plusieurs façons : déclaration d'impôt unique pour les nouveaux mariés, pacés ou divorcés, TVA plein pot sur les abonnements Internet, taxe sur les assurances complémentaires santé, réduction de crédits d'impôts pour les équipements en faveur du photovoltaïque...

De vous à moi...

Cette nouvelle est apparue comme un simple fait divers dans les médias... Et pourtant... Ce hold-up d'état est révélateur de notre société.

Reprenons le déroulement de l'affaire. **Onze Banques françaises viennent d'être condamnées par l'autorité de la concurrence à une amende de quelques 385 millions d'euros** pour avoir imposé à leurs clients une commission de 4,3 centimes sur le traitement des chèques émis. Résultat immédiat de l'opération, un boni de plus de 700 millions d'euros pour nos sympathiques banquiers qui n'hésitent jamais à mettre la main dans votre poche.

Et c'est là qu'intervient, comme le chevalier blanc, la maîtresse de Bercy, la grande Christine, pour faire condamner ses meilleurs copains et essayer en même temps de se donner une autre image que celle de VRP de la finance qu'elle porte.

Les médias relatent l'évènement : « les banques françaises frappées au portefeuille » titrent les uns, « 11 banques lourdement punies... » rappellent les autres.

Mais en réalité qu'en est-il ? Les banques ont commis un fabuleux hold-up de quelques 700 millions d'euros sur le dos des français et, **comme le font tous les voyous après leur coup, ils se sont divisés ensuite le magot** : la moitié aux banques l'autre dans les caisses de Bercy.

Et les victimes dans l'affaire me direz-vous... ? Et bien vous comme moi, nous nous sommes fait plumer de 700 millions d'euros. Mais dormons tranquille, l'état a dit avoir puni les banques... Ca fait du bien de le savoir...

Y.C.

...en Loire Atlantique.

**VITE LU
VITE DIT**

Congrès de L'ANECR



Le congrès de l'ANECR s'est déroulé à Nantes du 1er au 3 octobre dernier. Il a réuni plus de 600 congressistes venus de la France entière. Vous retrouverez tous les éléments sur cette rencontre des élu-e-s communistes, républicain-e-s et apparentés dans le prochain numéro de NLA.

Euro-manifestations



Ils étaient plus de 100000 dans les rues de Bruxelles le 29 décembre dernier, et près de 1500 à Nantes à l'appel de la confédération européenne des syndicats. Dans toute l'Europe et plus particulièrement en Espagne ou au Portugal les manifestants ont criés leur opposition aux plans d'austérité qui ont pour but d'assécher les dépenses publiques, de solidarité et de protection sociale. Ils ont crié leur colère devant les suppressions massives d'emploi, contre les baisses de salaire. « Au pacte d'austérité nous opposons un pacte de développement social et humain durable » écrivait le Député Européen Patrick Le Hyaric au lendemain de la mobilisation. Le 29 septembre, c'est dans la rue que s'est construit l'Europe des peuples et ce sur des revendications communes contre l'Europe du fric et des banques.

Roms d'Indre : la solidarité prévaut

Depuis 11 mois, 150 Roms occupent un terrain privé à Indre. 11 mois de vie commune entre les indrais et les Roms. Malgré les doutes, les peurs exprimées par certains habitants, la ville n'a jamais cédé à la facilité préférant l'intégration, la solidarité, à l'expulsion.

NLA a rencontré le Maire d'Indre, Jean-Luc LE DRENN ainsi que René OYER, conseiller subdélégué communal, pour faire le point sur la situation des Roms dans la ville et cela, à l'heure même où cette population se trouve injustement stigmatisée par la politique du gouvernement UMP.

Dès l'arrivée des quelques 40 caravanes, pour le maire d'Indre et la majorité municipale, impossible de rejeter les habitations de fortune - plus que vétustes - et leurs occupants, sur les routes. « Les mesures d'expulsion prises jusqu'à ce jour n'ont eu pour effet que de déplacer le problème d'une commune à l'autre, en fragilisant un peu plus chaque fois les familles concernées. Cette situation est tout simplement inacceptable sur le plan de la dignité humaine » déclarera unanime l'ensemble de la majorité

municipale, lors d'un conseil municipal extraordinaire, une semaine après l'arrivée des Roms.

Rapidement, la solidarité va s'organiser, la commune va mettre à disposition de cette nouvelle population de quoi améliorer leur quotidien : « nous avons fait en sorte qu'ils puissent vivre dignement - même si les conditions actuelles ne sont pas non plus les meilleures - en mettant en place des toilettes, une benne, des douches à disposition... » rappelle René OYER ; « Il y a eu un élan de solidarité incroyable par la distribution de vêtements » insiste le maire. Outre l'aspect humaniste, la majorité municipale veut aller plus loin : « il y avait l'aspect quotidien auquel nous avons tenté de répondre mais aussi l'aspect politique. Nous avons voulu remettre le dossier des Roms sur le devant de la scène, donner un coup d'arrêt aux expulsions » indique Jean-Luc LE DRENN.

Peu de temps après l'arrivée des Roms, un contrat moral est passé avec les familles. Les nouveaux arrivants seront considérés comme des citoyens avec des droits et des devoirs ; ils payent leur élec-

tricité, la cantine...

Outre l'accueil des 40 familles, la scolarisation de 36 enfants, la municipalité a décidé de mettre en place un programme d'insertion en direction de quatre familles avec mise à disposition de mobil-homes sur un terrain viabilisé. Pour le Maire, « l'idée à terme, c'est qu'ils puissent intégrer un logement, avoir un emploi... ». Reste que pour le travail, dans le cadre législatif actuel, les employeurs potentiels doivent obtenir une autorisation administrative et verser une taxe substantielle pour l'embauche de citoyens roumains ou bulgares.

La ville, en intégrant quatre des familles installées sur le terrain de Grande Paroisse fait selon ses moyens. Pour l'élu communiste : « nous sommes la plus petite commune de l'agglomération nantaise, ce que nous faisons les autres communes peuvent le faire ». Une politique d'intégration qui



pour René OYER ne pourra être mise en place pour tous les Roms : « il faut tenir compte de leurs aspirations, de leur mode de vie, tous ne sont pas prêts à se sédentariser ». Les autres familles devront vraisemblablement quitter le terrain qui appartient à Grande Paroisse. Des élus et des membres de l'association ROMS entament des démarches auprès des autres villes de l'agglomération pour préparer cette évacuation. L'objectif est que les Roms d'Indre puissent se répartir sur l'agglomération : « Après le travail fait à Indre et à Sainte-Luce il sera plus difficile à un maire de refuser trois ou quatre familles » analyse René OYER, le maire lui emboîte le pas regrettant que « l'aspect sécuritaire ait pris le pas sur l'aspect social » jusqu'à très récemment.

L'HUMA Café a repris le chemin de l'école

La rentrée scolaire imposait de choisir un sujet en rapport avec l'École. L'actualité éditoriale aussi avec une nouvelle offensive des pourfendeurs de « l'inflation scolaire ». Il y aurait trop d'école, et la course aux diplômes serait vaine, créant des frustrations, du déclassement et du chômage.

Tristan Poullaouec, sociologue à l'université de Nantes, s'inscrit en faux contre ces affirmations. Il a présenté l'argumentation qu'il développe dans son livre Le diplôme, arme des faibles (voir page 6).

Le débat a été particulièrement riche : cette première étape de la démocratisation a-t-elle profité de manière égale aux filles et aux garçons ? Peut-on suivre sur une période l'évolution des emplois et des salaires des jeunes diplômés ? A diplôme égal, les enfants d'ouvriers accèdent-ils aux fonctions à responsabilité dans la même proportion que les enfants de cadres ? Comment expliquer que les enfants d'ouvriers bacheliers s'orientent vers l'université plutôt que vers les grandes écoles ? Qu'en est-il des parcours scolaires des enfants d'agriculteurs ? L'école n'a-t-elle pas pour mission de former aussi le citoyen et pas seulement le travailleur ? Les

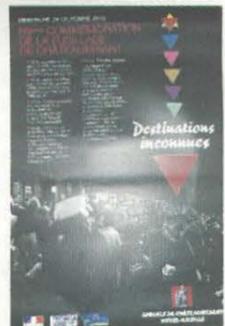


enfants d'ouvriers détenteurs de diplômes élevés restent-ils fidèles à leur classe ?

L'évolution de l'école primaire tendant, selon un intervenant, à en faire un lieu de vie plutôt qu'un lieu d'apprentissage ne produit-elle pas des effets pervers, de même que la modification sociologique du corps des enseignants qui les éloigne des milieux populaires, en ajoute un autre ? La concurrence prônée entre établissements n'est-elle pas un piège ? Ne faudrait-il pas enseigner l'espéranto à l'école ? Que font les autres pays, le Japon, la Finlande ? La mixité sociale tire-t-elle le niveau vers le bas ou est-elle facteur de réussite ? Aujourd'hui, la démocratisation scolaire est en panne. Une nouvelle étape est nécessaire et pour cela, plutôt que d'en rabattre sur les exigences mieux vaut « mettre les bouchées doubles ! »

Commémorations des fusillades de Nantes et Châteaubriant

Cette année, l'Amicale nationale Châteaubriant Voves Rouillé commémore le 69ème anniversaire des fusillades de Nantes et Châteaubriant. Un hommage particulier sera rendu aux résistants déportés puisque l'évocation du dimanche après-midi intitulée « Destinations inconnues » leur sera consacrée. Le choix de ce thème n'est pas étranger aux différentes tentatives par certains idéologues de passer sous silence l'histoire des déportés politiques et le rôle essentiel du Parti communiste et de la CGT dans la résistance. Cette histoire est celle de résistants comme ceux fusillés le 22 octobre 1941 à Nantes au terrain du Bêle, à la carrière de Châteaubriant et au Mont Valérien. Les Nazis secondés par le régime de Vichy voulaient faire de ces exécutions un exemple pour dissuader tout acte de résistance mais ils obtiennent l'effet inverse. Les nombreuses fusillades qui auront lieu sur tout le territoire français, seront le point de départ de l'engagement de milliers d'hommes et de femmes dans les réseaux de résistance. Pierre LAURENT, secrétaire national du Parti communiste français sera présent dimanche aux cérémonies de Châteaubriant.



Agenda des commémorations

Vendredi 22 octobre :

. Cérémonie au terrain du Bêle à 10H00.

. Veillée du souvenir à 17H45 au monument des 50 otages à Nantes., évocation sur « faut-il du courage pour affronter la peur ? » par les enfants de l'école Alphonse Braud.

Dimanche 24 octobre :

. Commémoration d'Indre à 9H00.

. Commémoration de la

Blisière à 10H00.

. Cérémonie officielle à la carrière de Châteaubriant à 14H30.

Un car pour Châteaubriant

Le car partira pour Châteaubriant à 11H30 au départ de la place du 8 mai à Rezé. Il passera par la quai Baco, la place Zola, la place des châtaigniers, Beauséjour, le Pont du Cens, le Cardo. Les places de car sont gratuites.

Le dossier.

Retraites

Le projet de la loi devant le Sénat, les français toujours dans la rue

La Mobilisation ne faiblit pas !!!

100000 manifestants en Loire-Atlantique le 23 septembre dernier, 115000 le samedi 2 octobre dont près de 90000 à Nantes et 20000 à St-Nazaire. Un rassemblement haut en couleur dans la capitale ligérienne en raison de la présence de près de 600 élu-e-s communistes, républicain-e-s et apparentés réunis à l'occasion du congrès de l'ANECR. Dans toute la France c'est encore près de trois millions de personnes qui se sont rassemblées pour faire plier le gouvernement, 3 millions de personnes pour adresser un message fort aux sénateurs, 3 millions pour leur dire qu'ils ne se satisferont pas de maigres aménagements. 3 millions, un chiffre au combien symbolique. C'est sur ce chiffre, en 2006, que Nicolas Sarkozy déclarait à l'adresse de son ami De Villepin qu'avec autant de manifestants dans les rues on devait savoir retirer un projet de loi, le même encore qui, toujours durant les mobilisations contre le CPE déclarait, critiquant les méthodes du premier ministre : « il me semble utile qu'avant toute initiative d'application on prenne le temps que la négociation aboutisse ».



Après la nouvelle journée de mobilisation du 2 octobre l'attention est désormais portée sur le Sénat. Le projet de loi du gouvernement y est examiné depuis le mardi 5 octobre. **Les sénateurs communistes seront en première ligne pour dire non à la réforme**, ils ont prévu de déposer pas moins de 400 amendements. Pour la majorité, "Le 62-67 ans" et "l'équilibre

financier" ne bougeront pas. Lors de l'examen en commission des affaires sociales du Sénat les amendements prévoyant le maintien du taux plein à 65 ans pour les personnes ayant arrêté de travailler pour élever leurs enfants ont été retirés... Les organisations syndicales, les partis de gauches quant à eux continuent la lutte.

Elles ont dit

Nicole BORVO - Sénatrice Présidente du groupe communiste Républicain citoyen

NLA : La réforme des retraites telle que proposée par l'UMP est une réforme injuste, quels sont justement ses critères d'injustice ?

Nicole BORVO : Pour répondre à votre question j'ai envie de dire qu'il n'y a pas un ou plusieurs critères d'injustice mais plutôt un postulat, une logique de base profondément injuste et qui préside la rédaction de tout le texte : **On ne touche pas aux profits, on protège les plus riches, on refuse de partager les richesses.** Cela se traduit par un projet de loi totalement déséquilibré, dont le financement est assuré à hauteur de 85% par les salariés. **Ce seront donc les salariés les plus précaires, ceux qui sont malades du travail, les jeunes et les femmes qui subiront de plein fouet les mesures d'âge.** Pour eux, l'augmentation des durées de cotisation, le report de l'âge de départ à la retraite à 62 ans et 65 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein entraînera d'importantes décotes qui réduiront d'autant des pensions déjà bien faibles.

NLA : Les ajustements promis par l'UMP vont-ils résoudre ces injustices ?

N B : On nous parle d'ajustement mais à l'heure actuelle on ne voit rien venir. Le rapporteur de la commission des affaires sociales, Dominique LECLERC a même déposé, avec d'autres sénateurs de l'UMP, des amendements favorisant la généralisation des plans d'épargne pour la retraite collectifs c'est-à-dire la retraite par capitalisation. Il a également déposé des amendements destinés à conserver la retraite à taux plein à 65 ans pour les mères, les personnes en situation de handicap où les aidants familiaux, mais ceux-là, il les a tous retirés. Je crois que ce n'est pas de ce côté là qu'il faut attendre de réelles améliorations.

NLA : Comment les sénateurs-trices du groupe CRC vont-ils s'opposer à cette contre-réforme ?

N B : Pour notre part c'est clair, notre groupe est rentré en résistance. Il s'agit pour nous de porter dans l'hémicycle la voix des millions de nos concitoyens que Nicolas SARKOZY et son gouvernement refusent d'entendre. Notre groupe sera en quelque sorte la caisse de résonance du mouvement social. Nous avons d'ores et déjà annoncé que nous déposerons 400 amendements minimum. Le but n'est pas de faire de l'obstruction, mais plus de permettre au débat de s'installer puisque le Sénat est aujourd'hui le seul endroit où il peut avoir lieu. Et pour ce faire, il est clair que nous

utiliserons tout le panel d'actions que nous permet le règlement du Sénat.

NLA : Quelles propositions formulent-ils pour une autre réforme ?

N B : Peu avant que l'examen de ce projet de loi ne débute à l'Assemblée nationale, nous avons avec nos collègues Députés, déposé un projet de loi faisant la démonstration qu'il était possible de garantir la retraite à 60 ans et à taux plein pour tous en prenant l'argent là où il est. C'est cette démonstration que nous allons faire durant les débats. Mais au-delà, **nous ferons la preuve qu'en assurant un financement pérenne et équilibré de notre système de protection sociale** – ce qui implique par exemple de renoncer aux exonérations de cotisations sociales et de taxer les dividendes que se partagent les actionnaires – nous pouvons même gagner de nouveaux droits comme l'attribution gratuite de trimestres pour les stagiaires, les jeunes et les étudiants.



Marie-Claude Robin - Secrétaire départementale de la CGT

NLA : Quel regard portes-tu sur les mobilisations depuis le 24 juin ?

Marie-Claude ROBIN : Pour la CGT, la mobilisation s'élargit, preuve en est le nombre de manifestants qui augmente depuis le 24 juin. Ce nombre a été équivalent les 7 et 23 septembre en sachant que ce ne sont pas les mêmes personnes qui ont fait grève lors de ces deux journées. Il y avait de nouveaux manifestants le 23 : plus de jeunes, de femmes et plus d'employés de petites entreprises. **Cela signifie que de**



plus en plus de personnes se sentent concernées par cette mauvaise réforme.

C'est d'ailleurs flagrant dans les sondages, une très grande majorité de la population soutient les mobilisations. Fait assez significatif, des commerçants ferment boutique en signe de solidarité.

Il y a bien sûr un rejet de la réforme des retraites, mais aussi

de la politique globale du gouvernement. Et, contrairement à ce que celui-ci affirme, la mobilisation n'est pas en baisse bien au contraire.

NLA : Depuis le 5 octobre la loi est discutée au Sénat, quel message la CGT veut faire passer aux sénateurs ?

M-C R : Messieurs les sénateurs ne votez pas cette loi ! C'est la priorité ! On exige aussi qu'une table ronde soit organisée, que les organisations syndicales soient écoutées. Aujourd'hui, contrairement à ce que dit le gouvernement, il n'y a eu aucun échange. Il n'y a pas de dialogue social, le gouvernement ne nous écoute pas, que ce soit sur nos revendications ou nos propositions. Pour exemple, nous avons écrit à tous

les sénateurs et députés du département, seulement 4 d'entre eux nous ont répondu.

NLA : Comment envisages-tu les mobilisations à venir, jusqu'où ira la CGT ?

M-C R : A la CGT, nous souhaitons que ce soit les assemblées de salariés qui décident de la suite à donner au mouvement. Il y a une volonté des militants, mais les salariés ne sont pas prêts à la grève reconductible. Il faut encore que le mouvement monte en puissance, **il faut mettre plus de pression sur le gouvernement, et cela passe par le dépassement d'une simple solidarité populaire. Il nous faut gagner tous les salariés dans l'action pour obtenir une autre réforme conforme aux intérêts de tous.**

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Dans la rue le 25 septembre Pour une vraie langue

Journée mondiale des sourds, ils étaient une centaine de manifestants à Nantes insistant sur la reconnaissance des sourds et de leur langue, notamment par l'éducation bilingue (langues des signes français) et l'accessibilité à tous les lieux et à tous (sourds et entendants).

Contre les mines

La pyramide de chaussures contre les mines s'est élevée sur la place Ste-Croix à Nantes le 25 septembre. Handicap International nous invitait à soutenir leur demande aux gouvernements d'interdire les bombes à sous-munitions en signant et en ratifiant le Traité d'Oslo.

Contre les nouvelles lois anti immigration

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Rennes contre le projet de loi Besson qui franchit encore une étape dans la politique française et durcit les conditions d'interpellation et de rétention.

Temps difficiles pour MHS

La société Kalkalit n'a pas attendu le délibéré du 22 octobre, elle a signifié par huissier à MHS son expulsion. D'autre part, la direction du travail a refusé à MHS le licenciement de 4 salariés protégés parmi les 13 dont le poste est supprimé.

Ils ne relâchent pas la pression

Une cinquantaine d'éleveurs en crise ont, le 24 septembre, pour la 3ème fois depuis le début du mois, inspecté les rayons de l'hyper Géant de La Chapelle sur Erdre. Ils ont collé des vignettes alertant le consommateur d'une « traçabilité non garantie ». **Ils veulent que le pays d'origine soit clairement indiqué sur l'étiquette.**

Les facteurs disent STOP

A Couëron, ils ont cessé la distribution du courrier pour dénoncer leurs conditions de travail et réclamer la création de 5 postes laissés vacants par des départs à la retraite, la mise en place d'une tournée supplémentaire et le renforcement des moyens de remplacement.

Les policiers municipaux aussi

50% des effectifs, à l'appel de la CFTC, ont demandé le 24 septembre devant la mairie de Nantes pour obtenir une prime liée aux responsabilités que certaines catégories de policiers perçoivent.

Sans relâche

Avec 5000 adhérents et 9 permanences en Loire-Atlantique, **les victimes de l'amiante mènent un combat sans relâche** pour faire reconnaître les droits des travailleurs touchés par ce fléau. **Une nouvelle manifestation aura lieu le 9 septembre à Paris.**

Non à la politique du pilori

Aux côtés de plusieurs dizaines d'organisations, le 4 septembre, plusieurs milliers de personnes ont crié : « Face à la xénophobie et à la politique du pilori, LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE ». Le collectif national réuni le 20 septembre a décidé un certain nombre d'initiatives pour les semaines à venir, retenant notamment le principe d'une nouvelle mobilisation citoyenne nationale le 16 octobre prochain.

Pour la Palestine

L'association France Palestine Solidarité organise le 9 octobre, 14h-Minuit, à la Salle Festive Nantes Nord, **10 heures pour la Palestine.**

Alerte, les caisses sont vides !

Alors... Hold-up sur les organismes HLM



Ainsi, le gouvernement constate les richesses créées par les offices et projette de prélever sur les organismes HLM 340 millions d'euros par an, ce prélèvement devant se substituer aux financements de l'Etat pour le logement social. Après la ponction exercée sur le 1% -qui perdurera en 2011, pour subventionner l'Agence nationale de l'habitat et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine à hauteur de 1,25 milliards d'euros— **c'est donc aujourd'hui le Mouvement HLM et à ses locataires qu'il reviendrait de financer les politiques sociales de l'Etat.** En effet, non seulement l'effort de l'Etat pour les aides à la pierre passerait de 630 millions d'euros en 2010 (plan de relance inclus) à 500 millions en 2011, 450 en 2012 puis 400 en 2013, mais **il serait désormais alimenté par une taxe sur les organismes HLM, de 340 millions dès 2011, soit 80 euros par an et par ménage du parc social.** En d'autres termes, tout se passerait comme si, dès 2011, les aides à la pierre financées sur les fonds de l'Etat tombaient à 160 millions d'euros, soit **une baisse drastique de 75% de la contribution réelle de l'Etat au financement du développement du logement social en France.** Ce qui laisse craindre à terme la disparition des aides à la pierre et le désengagement total de l'Etat des subventions à la construction et à la réhabilitation du logement social en France.

Pour Nantes Habitat, par exemple, cette ponction équivaut à amputer son budget de 2 millions d'euros pour l'année. **Le conseil d'administration de Nantes Habitat a condamné à l'unanimité cette ponction et refusé cette « double peine ».** Si l'Etat veut trouver de l'argent, d'autres pistes pourraient être exploitées : la suppression du bouclier fiscal, l'arrêt des aides aux investisseurs privés.

Le droit au logement est un droit fondamental qu'il faut défendre. Le gouvernement tourne le dos à cette exigence.

Toujours moins de solidarité !



Soyons juste ! Ce gouvernement n'a pas tous les défauts, il a au moins un mérite, celui de la cohérence. Quand il s'attaque à l'assurance maladie, il utilise les mêmes recettes que pour les retraites ou les services publics. Il s'en prend toujours aux mêmes. **Sa logique est identique : moins de solidarité, toujours plus pour le privé.** Le projet de loi de la Sécurité Sociale est donc conforme à ce principe qui guide la droite depuis 2002. Les recettes ne sont pas originales. La Sécurité remboursera moins. Parmi les mesures annoncées, notons la diminution du remboursement des médicaments à vignettes bleues (30% au lieu de 35%), des consultations et des visites, les actes chirurgicaux inférieurs à 120 Euros plus remboursés à 100% et enfin, des mesures restrictives pour les assurés en affections longue durée. Et puis, une taxe sur les contrats de complémentaire santé sera instituée. Ces

différentes mesures, vont conduire à une forte augmentation des cotisations aux mutuelles. Tout cela aura pour conséquence, une dégradation du pouvoir d'achat. Le budget consacré à la mutuelle devient de plus en plus lourd. Beaucoup ne seront plus couverts et devront renoncer aux soins. Ainsi une étude récente met en avant **un boom du renoncement aux soins qui concerne aujourd'hui 23% des Français.** Cette politique est inacceptable. **Se soigner doit rester un droit pour tous.** Le gouvernement ne s'attaque pas aux véritables causes. Les organisations syndicales, les mutuelles, les associations dénoncent ces mesures qui font chaque jour un peu plus de ce gouvernement, celui de l'injustice. **D'autres solutions existent. Cela passe par une réforme du financement de la Sécurité Sociale par des augmentations de salaires, le retour au plein emploi.**

Rémi TESSIER

Des propositions pour un nouveau vivre ensemble avec le Pacte pour les droits et la citoyenneté

La rédaction des Nouvelles de Loire Atlantique a demandé à la Ligue des droits de l'Homme d'écrire quelques lignes à propos du Pacte pour les droits et la citoyenneté signé par 35 associations et syndicats et présenté à la presse le 20 septembre 2010 à Paris. Pourquoi ces propositions, pourquoi un pacte pour les droits de tous. Une analyse rapide de la situation actuelle ne peut qu'y pousser. Il nous faut absolument penser autrement, ouvrir des perspectives nouvelles et reprendre espoir.

Déjà de nombreuses organisations - associations et syndicats se sont rassemblées pour rédi-

ger ce Pacte construit à partir de cinq grands constats : la démocratie est en souffrance, une véritable xénophobie d'Etat défigure la République, l'égalité n'existe plus, les libertés sont en danger, les solidarités sont sapées.

Sur ces constats s'est affirmé le besoin d'autres orientations. Il nous faut réfléchir sur la démocratie, la protection de la vie privée et des données personnelles, les droits et libertés face à la justice, à la police et au système pénitentiaire, la lutte contre le racisme et les discriminations en général, l'égalité sociale et les solidarités. A travers les choix qui ont

été faits dans ce pacte, les associations et syndicats revendiquent la possibilité de donner une autre place au Politique et par conséquent l'espoir d'un autre avenir. Mais il faut s'approprier ce Pacte, le faire vivre, décider de la façon de le mettre en lumière, de le partager, de le faire se propager. De nouvelles associations, de nouveaux syndicats doivent pouvoir le faire leur. Avec lui, une base est recherchée pour interpellier les responsables politiques. Mais gardons à l'esprit que pour le faire connaître, la tâche reste grande ; il nous faut le faire vivre dans nos quartiers et auprès des

associations qui les animent ; il faut qu'existe un mouvement civique, un débat d'idées, que soient proposées des alternatives.

Une série de débats autour des grandes propositions de ce pacte sera sans doute proposée d'ici la fin de 2011. Il nous faut travailler sur le long terme pour que ces alternatives rencontrent l'adhésion de nos concitoyens.

Toutes les propositions seront bonnes pour faire vivre ce pacte qui doit devenir l'affaire de tous.

Michelle Hazebrouck
Ligue des droits de l'Homme, section de Nantes et du pays nantais.

Evènements, culture, idées.

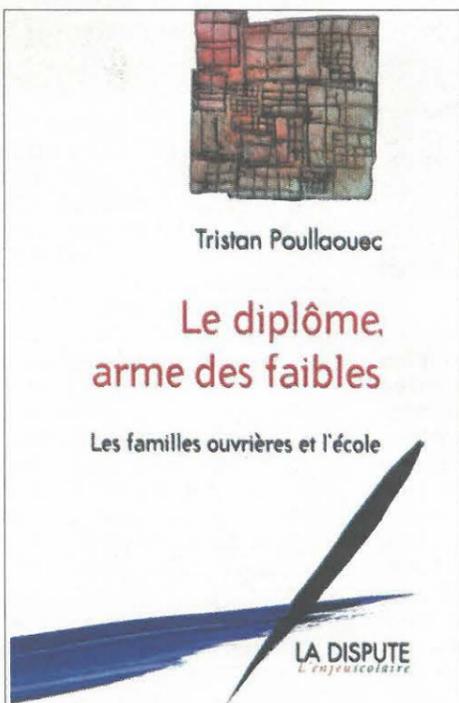
Trop d'école ?

Le diplôme, arme des faibles

La controverse rebondit en cette rentrée : la France souffrirait d'inflation scolaire. La course aux diplômes serait pour les enfants des classes populaires « une double peine », générant de la souffrance à l'école et des frustrations ensuite par le « déclassement » résultant des écarts diplôme-emploi. Dans son livre, le sociologue Tristan Poullaouec revisite la controverse avec un œil neuf, et invite à revoir bien des idées reçues. Son argumentation rigoureuse, s'appuyant sur des enquêtes fiables le conduit à rejeter toute crainte de la démocratisation de l'école.

50 ans après la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, une certaine démocratisation s'est réalignée, se traduisant par deux explosions scolaires dans les années 60 puis 90. Mais aujourd'hui la démocratisation est en panne et les inégalités perdurent. L'auteur montre combien le rapport des familles ouvrières à l'école a évolué et comment le désir d'études longues, l'investissement dans la scolarité l'emportent sur l'auto-élimination. Il analyse finement ces nouveaux comportements (« véritable révolution culturelle ») dont il

conteste qu'ils tradiraient un affaiblissement de la culture ouvrière. T. Poullaouec définit



trois types de destins scolaires des enfants d'ouvriers : entrée positive dans l'enseignement supérieur, parcours intermédiaire, sortie de l'école sans aucun diplôme. Il montre que la persistance des sorties sans diplôme apparaît aujourd'hui comme un échec de l'école et que les enfants d'ouvriers en sont les premières victimes. Il insiste à bon titre sur le fait que la démotivation est presque toujours postérieure au déclin des résultats scolaires et non l'inverse. Il récuse la présentation qui est parfois

donnée des bacheliers technologiques, voire des bacheliers professionnels, ces « malgré-nous » qui seraient contraints et forcés aux études longues.

Il insiste fortement sur l'importance déterminante des apprentissages à l'école primaire. Mais aussi de la préscolarisation : plus elle est longue, moins il y a de redoublements. La principale difficulté que rencontrent les élèves en primaire réside dans l'acquisition des savoirs fondamentaux de la culture écrite. Or, c'est à l'école primaire que se noue essentiellement la relation entre le milieu social d'origine et la

réussite scolaire des élèves. Les familles sont souvent mises en cause : les parents seraient démissionnaires. T. Poullaouec démonte ce discours récurrent. On assiste à une montée des mobilisations parentales, mais évidemment pas avec la même efficacité. Tous les parents ne sont pas en mesure de refaire le cours, le soir, à la maison. Le sociologue, à son tour, met à l'épreuve l'idéologie des dons et celle du handicap socio-culturel. Enfin vient la question : à quoi sert d'obtenir un

diplôme si c'est pour se retrouver au chômage ou occuper un emploi sous-qualifié ? Or si les diplômes sont de moins en moins suffisants, ils sont aussi de plus en plus indispensables pour bien s'insérer et faire carrière. Si le diplôme n'est pas une garantie, il reste néanmoins un passeport pour l'emploi. Le taux de chômage des « échoués » de l'école n'est jamais redescendu en dessous de 30 %, frôlant parfois 50 %. Celui des détenteurs d'un BEP ou CAP est de l'ordre de 20 à 30 %, celui des bacheliers de 15 à 25 % et celui des diplômés du supérieur de 10 à 15 %. Ce n'est pas l'école qui organise le marché du travail. « Former n'est pas employer ». Ce sont les employeurs qui recrutent et ils embauchent des salariés « surdiplômés » quand ils disposent d'une armée de réserve qui leur procure cette possibilité de choix.

Si « le diplôme est l'arme des faibles », ce livre-rigoureux sur le plan scientifique et accessible au public non initié est un outil majeur dans le combat pour une nouvelle étape de la démocratisation scolaire.

Loïc Le Gac

Tristan POULLAOUÉC
Le diplôme, arme des faibles La Dispute 147 pages 12€

LIRE

Pour ne pas être «écolo-benêt»

Dans ce petit livre suggestif, A. Bernier et M. Marchand - reprenant une formule du journaliste H. Kempf - stigmatisent les « *écologistes benêts* ». Pour eux, compte tenu de « *la puissance destructrice du capitalisme néolibéral* » - même sous la forme relouée d'un « *capitalisme vert* » - il ne peut y avoir d'« *écologie politique et radicale* », sans « *sortie du capitalisme*, par une « *rupture* » ouvrant la voie à « *un protectionnisme écologique et social* ».

Ils y soulignent d'abord que « *les grandes puissances économiques et les partis pro-système cherchent à récupérer à leur profit la terrible crise écologique, financière et sociale que nous subissons* ». Avec l'alibi de la révolution « verte », une grande offensive pour légitimer la croissance capitaliste est en cours. Mais, jugent-ils, « *que certains écologistes, benêts ou consentants, se prêtent à ce jeu est tout simplement déplorable* ».

Ils font ensuite le constat que « *les médias prennent bien soin de parler d'environnement sans jamais faire de politique* ». Alors qu'ils défendent les intérêts des grandes puissances « *avec une complaisance à couper le souffle* » : « *jamais les mots tabous ne sont prononcés : capitalisme, délocalisations, libre-échange, commerce international* ». Par défaut, leur discours oscille donc entre l'alarmisme débridé, l'incitation massive aux « petits gestes » éco-citoyens, voire au déni pur et simple.

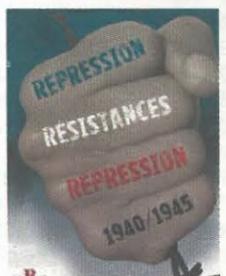
Ils préconisent enfin, quant à eux, la sortie pure et simple du capitalisme néolibéral, pour « *le remplacer sans hésiter par un socialisme écologique et républicain* » caractérisé, entre autres, par un protectionnisme écologique et social ; la relocalisation des activités ; le droit opposable à l'emploi ; l'annulation de la dette des pays pauvres - et « *la désobéissance européenne* ». Un livre certes non écolo-correct, mais qui nous aide à être un peu moins « écolo-benêt » !

J-Y M.

A. Bernier et M. Marchand, « *Ne soyons pas des écologistes benêts* », Ed. Mille et une nuits, 2010, 198 p., 3,5€.



VOIR...



Musée de la Résistance

Après « *Guy Môquet et les Jeunes en résistance* », puis « *les Voix de la Liberté* », le Musée de Châteaubriant présente, cette année, une nouvelle exposition intitulée « *Répression - Résistances - Répression 1940/1945* ».

Gilles Bontemps, président de l'association, souligne « qu'elle s'inscrit dans le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation de l'Education nationale. Ce thème recouvre toutes les formes de répression en 1938-1939 et toutes les formes de résistance nées en réaction à cette répression privative des libertés, ainsi qu'enfin, la répression à toutes les formes de résistance en tant que telle, jusqu'en 1945 ».

Du 18 septembre 2010 au 31 août 2011, Musée de la Résistance, carrière des Fusillés de Châteaubriant.

www.musee-resistance-chateaubriant.fr

MÉDIAS

Fluide glacial allume l'internet

Après avoir mis le feu à l'Humanité pour l'édition « collector » du 10 septembre dernier, Fluide glacial revient avec un hors-série spécial Internet.

Wifi, hauts-débit, mails, spams, téléchargements, tous ces mots sont entrés dans le langage courant depuis qu'Internet est devenu un thème incontournable. On connaît l'importance du Net dans notre société, et comme l'explique Bruno Léandri, rédacteur en chef : « Internet envahit nos vies, il offre donc un

champ énorme à la rigolade ». La toile est un lieu de démocratie totale où tous les discours sont possibles. Ce qui engendre bien évidemment des dérives dangereuses pour notre société, entre les rumeurs sans fondement, les photomontages, la désinformation, le monde virtuel prend de plus en plus le pas sur le réel. L'équipe de dessinateurs a donc décidé de se moquer des situations cocasses que peut engendrer Internet. « Forcément on est critique car l'humour que l'on aime ne peut se faire qu'en gratouillant là où ça fait mal ! » souligne B. Léandri.

Tels des archéologues, ils ont dépoussiéré le blog de Victor Hugo, et

il s'avère que le célèbre écrivain maîtrisait comme personne le langage SMS ! Ils nous font également découvrir les logos de Google, qui,



grâce à leur imagination débordante, célèbrent désormais la décapitation de Louis XVI ou la pandémie de peste noire en Europe.

Les réseaux sociaux ne

sont pas épargnés. Facebook et Meetic seraient en fait des portails déguisés de l'UMP et des RG. Retrouver ses amis d'enfance, c'est devenu possible avec le site Case-couilles d'avant. Enfin, en exclusivité, une étude révèle les dix sites les moins visités. « Le pire c'est que ces sites peuvent exister vraiment », affirme B. Léandri. Tous les dessinateurs habituels se sont réunis ici pour se défouler dans « *une étape obligatoire pour toute l'équipe, tant Internet reproduit les tares et les défauts de la vie quotidienne* ». Total délire, jubilatoire. Fluide glacial, Série OR, « *Les folies du Net !* », 100 p., 5,90€, en presse.

près de vous

Réforme territoriale

La fin de la proximité avec les élus

Après la réforme territoriale, la Loire Atlantique devrait pouvoir compter sur 53 conseillers territoriaux alors qu'elle compte aujourd'hui 35 conseillers régionaux et 59 conseillers généraux

Rencontre

Des élu-e-s régionaux à l'offensive

Vendredi 10 septembre, lors de la fête de l'humanité, les élu-e-s communistes régionaux se sont réunis sur le stand de l'ANECR. Cette rencontre qui réunissait une quinzaine d'élus régionaux dont Aymeric Seassau et Julie Cochin pour les Pays de la Loire, a permis d'échanger sur les expériences de chacun depuis le début du mandat en mars 2010.

Un ton résolument offensif a marqué les différentes interventions : au-delà des impératifs de gestion qui ne doivent pas être éludés, les conseillers régionaux présents ont affirmé la nécessaire réponse aux enjeux politiques qui se posent dans la période.

Dans les régions, les orientations budgétaires pour 2011 se préparent, moment important pour affirmer le refus d'être les artisans de l'austérité au niveau des collectivités.

Dans un contexte de crise et de mobilisations sociales, les élus souhaitent renforcer la promotion des propositions communistes et valoriser celles-ci.

Bouguenais

Les élus de gauche au chevet des retraites

Soutien des élus de la majorité de Bouguenais à l'intersyndicale des salariés pour les mobilisations contre les retraites.

Ces élus exigent le droit à la retraite à 60 ans, refusent l'allongement de la durée de cotisations, défendent les retraites par répartition et l'ensemble des régimes de retraite et souhaitent assoir leur financement sur une nouvelle répartition des richesses entre capital et travail.

Brière

La lettre de l'élue régionale

Vous pourrez consulter la lettre de Véronique Mahé sur le site internet du groupe communiste à la région : <http://pcfpaysdelaloire.elu-net.fr/>



L'invité

Logement : «Aucun secteur de la ville ne doit échapper au logement social»

NLA a rencontré Christian SAULNIER, vice-président chargé de l'habitat à la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE).

NLA : Quelles sont les particularités de la CARENE en matière d'offre de logements sociaux ?

Christian SAULNIER : Tout d'abord, il faut savoir que le budget habitat de la CARENE représente **50 millions d'euros, c'est le premier budget de l'agglomération**. La collectivité investit en moyenne 15 000€ par logement social.

Toutefois, il faut noter un déséquilibre à l'échelle de notre territoire, 70% des logements sociaux se trouvent à Saint-Nazaire. C'est une bataille de longue date que celle de rééquilibrer l'offre de logements sociaux. C'est Jean-Louis LÉ CORRE qui a impulsé une politique de territoire pour qu'il y ait des HLM y compris dans les centre-bourgs. Aujourd'hui l'objectif est de 50% de logement sociaux partagés entre la ville centre et le reste du territoire. Saint-Nazaire et Trignac ne peuvent à elles seules tirer la politique de logement social sur l'agglomération.

NLA : Il y a une situation géographique particulière de la CARENE

CS: Oui, à Saint-Nazaire, par exemple, nous faisons en sorte de préserver la zone littorale de la spéculation. Là où nous imposons 30% de logements sociaux sur les opérations supérieures à 2500 m² SHON, nous avons abaissé ce seuil à 1000m² afin d'éviter que les promoteurs ne se lancent dans de petites opérations pour ne pas faire du logement social. **Nous ne voulons pas d'espaces privilégiés dans la ville, toutes les zones doivent accueillir du logement social.** Dans les petites communes non éligibles nous nous efforçons de répondre aux besoins. Nous travaillons également sur la qualité architecturale des logements, il nous faut innover, offrir d'avantage d'espaces privatifs, de terrasses... répondre aux enjeux énergétiques...

NLA : Entre 2008 et 2010 l'Etat a divisé par deux son budget consacré au logement social. Dans ce cadre, est-il facile de remplir des objectifs ambitieux ?

Effectivement, notre inquiétude c'est la politique de l'Etat et ses impacts. Cette politique vise à favoriser les aides fiscales vers le logement spéculatif, et à démanteler le logement social et le droit des locataires. C'est ce désengagement de l'état qui entraîne les offices HLM à augmenter les loyers. **Il est plus que temps que l'Etat redevenne le garant de la solidarité nationale**, par la mise en place, par exemple, d'un service public du logement social.



Christian SAULNIER
Vice-président de la CARENE chargé de l'habitat - Conseiller municipal de Saint-Nazaire

L'activité

Région

Bobcat : Des licenciements économiques qui posent la question du remboursement des aides

Alors que l'entreprise Bobcat de Pontchâteau s'était engagée à créer des dizaines d'emplois durables, suite à la crise, 124 salariés ont été licenciés.

Aussi, la question du remboursement des aides publiques octroyées par l'Etat, la région et le conseil général se pose.

Depuis longtemps **les élus communistes interviennent pour que le versement de l'argent public aux entreprises soit contrôlé, afin qu'il serve à l'emploi et remplisse des critères sociaux et environnementaux.**

En juillet, lors d'une réunion entre les collectivités locales et l'Etat, Aymeric Seassau, Conseiller régional et référent du bassin d'emploi de Saint-Nazaire, avait proposé d'observer rigoureusement, à la rentrée, la situation sociale et économique de l'entreprise avant de rappeler, le cas échéant, à la direction de Bobcat son obligation. L'Etat et le Conseil général avaient alors accepté cette proposition.

Pour les élus communistes, **les fonds publics ne peuvent en aucun cas servir à financer des licenciements.** Les élus locaux et les salariés concernés doivent pouvoir obtenir le remboursement de ces fonds lorsque les entreprises ne tiennent pas leurs engagements.

Vertou

Fermeture de la maison de la sécurité sociale

Dans l'ensemble des villes et des villages, la logique de rentabilité associée à celles d'économie et de rigueur voit la fermeture de nombre de services publics de proximité. C'est le cas, par exemple, des bureaux de poste.

En Loire-Atlantique ce sont **17 maisons de la sécurité sociale qui vont être fermées ou dont les horaires d'accueil vont être revus à la baisse.**

L'élue communiste de Vertou, Michel Gouty, dénonce quant à lui ces fermetures et notamment celle qui devrait avoir lieu dans sa commune. Une agence où les horaires d'ouverture avaient déjà été réduits de moitié depuis 2007.

L'élue, dans une lettre adressée au maire de Vertou, auquel il demande de s'opposer fermement à cette fermeture, dénonce **« la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui va à l'encontre du maintien des emplois, sacrifie la proximité et contredit les objectifs du développement durable »** par l'éloignement des services.

Une fermeture d'autant plus incompréhensible que l'agence connaît une forte affluence. Pour l'élue, **« réduire l'offre d'accueil était déjà un handicap pour les assurés sociaux et le personnel, envisager sa fermeture est une aberration »**. Il demande également au maire que le conseil municipal puisse se prononcer sur une délibération qui rejetterait ce projet de fermeture.

Finances publiques

L'inquiétude des élus

Le 26 septembre dernier les députés ont adopté, en deuxième lecture, par 299 voix contre 241, la réforme des collectivités locales. Les élus de gauche ont largement manifesté leur désaccord quant à cette réforme qui va asphyxier ces collectivités.

Suppression de la taxe professionnelle, transferts de charges non compensés et aujourd'hui gel des dotations pour trois ans à hauteur de 50,4 milliard d'euros vont avoir pour conséquence l'augmentation des impôts qui incombent aux ménages et sans doute, le gel de projets et des investissements pourtant indispensables à la relance. Un manque de ressource inacceptable au moment même où les besoins sociaux explosent du fait de la crise. Communes, départements, régions, sont sommés par de telles mesures de réduire le déficit de l'Etat alors qu'elles n'en sont pas responsables.

Les citoyens doivent avoir à l'esprit qu'ils sont concernés par la baisse des ressources des collectivités, c'est pour eux qu'elles invertissent, qu'elles mettent en place des services de proximité. Les collectivités sont jugées trop dépensières par le gouvernement, mais par de tels gels, une telle asphyxie, les territoires sont en dangers, les services les moins rentables, les populations les moins solvables, les territoires les moins favorisés vont être sacrifiés sur l'autel de l'austérité budgétaire imposée.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



3 Rivières

Vendredi 8 octobre : Assemblée générale de la section à 20H30, salle du cour mortier à Blain.

Journée de mobilisation

Mardi 12 octobre : Manifestations contre la réforme des retraites.

Fédération

Mardi 19 octobre : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Veillée du souvenir

Vendredi 22 octobre : Veillée du souvenir au monument des 50 otages de Nantes à 17H30.

Saint-Nazaire

Vendredi 22 octobre : Université populaire sur l'actualité de Marx à 19H00 à l'Agora 1901.

■ Quand la jeunesse refait le monde

Depuis 65 ans la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique met en avant le caractère international des luttes conduites aux quatre coins du globe par les organisations de jeunesse progressistes, démocratiques et communistes. Cette année **la FMJD organise le 17e Festival Mondial des Jeunes et des Etudiants en Afrique du Sud**. Placé sous le signe de la lutte contre l'impérialisme, le festival se déroulera du 13 au 21 décembre à Pretoria. Un tel événement permet à tous les jeunes qui y participent de prendre part à des débats, des ateliers et diverses activités culturelles. Ce qui constitue en somme une expérience politico-culturelle unique et renforce l'implication de la jeunesse dans le développement de la société. De plus **le contexte de crise mondiale du système capitaliste contribue au déclin de la situation des jeunes, aggravant le chômage et la précarité dont ils sont victimes. Des jeunes de toute nationalité qui manifestent les mêmes volontés de changement, de transformation sociale de défense de la liberté et de paix.**



Partageant la vision d'une société avec de réels progrès sociaux sur le plan de l'éducation, de l'emploi, de la santé et de la culture. Auxquels viennent s'ajouter les échanges des expériences militantes et des contextes de lutte, ouvrant un nouvel horizon à l'action politique.

Pour la première fois organisé sur le continent africain, le FMJE souligne son soutien des luttes contre le néo-colonialisme économique et l'implantation militaire impérialiste dans les pays africains. Mais c'est aussi l'occasion de rendre hommage aux luttes historiques contre la colonisation et pour l'indépendance politico-économique de l'Afrique. Et puis la participation plus importante des mouvements de jeunesse africaine offre une grande richesse au festival.

En cette fin d'année des milliers de jeunes, représentant la jeunesse du monde entier, seront donc présents dans **un front commun et solidaire pour la lutte contre « l'exploitation des peuples, de l'environnement et pour la réelle satisfaction des besoins humains »**. C'est ainsi que se définit l'appel du FMJD encourageant la résistance à l'exploitation de l'homme par l'homme. Enfin cet événement démontre une nouvelle fois la force et le champ d'action de nos idées politiques avec lesquels les jeunes et l'ensemble des travailleurs luttent chaque jour pour l'Humanité !



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT



Vite lu...

■ Huma café

Désaffection pour les partis, progression quasi continue de l'abstention aux élections, désenchantement vis-à-vis de la politique, tout cela interroge.

Devant l'ampleur du fossé qui s'est créé entre l'offre politique et les citoyens, nombreux sont ceux qui pensent que la vie politique ne se réduit désormais qu'à une affaire de spécialistes et que la confrontation des opinions n'est devenue qu'une opération de communication. Le vote, pour ceux qui souffrent le plus, n'apparaît plus comme le moyen de peser sur les choix et de faire prévaloir leurs intérêts.

Mais alors, que vaut une démocratie dont serait exclue une grande partie des citoyens ? La mise en retrait du peuple serait-elle une fatalité ?

Comment changer la vie politique pour rompre cet engrenage ?

Avec Annie COLLOVALD, Professeur de Sociologie à l'Université de Nantes, l'Huma-Café® cherchera à revenir sur ce qui se dit – à tort – sur le vote et les diverses formes de participation des classes populaires à la politique et à montrer ce que la sociologie peut suggérer comme autres considérations...

« La politisation des classes populaires en question(s) »

VENDREDI 15 OCTOBRE 2010

18h au Salon de Musique

du LIEU UNIQUE à Nantes

Les jeunes communistes de Loire-Atlantique participeront au festival mondial de la jeunesse qui se déroulera du 13 au 21 décembre en Afrique du sud. Ce festival est un rendez-vous incontournable de la jeunesse progressiste mondiale, **il contribue à tisser et renforcer les liens entre des jeunes venus du monde entier pour échanger, débattre, partager des idées et des expériences de luttes.** Dans un contexte de crise mondiale du capitalisme, où les jeunes sont parmi les premières victimes des choix et des directives politiques de nombreux gouvernements et institutions internationales, il est important que la jeunesse du monde se retrouve pour dire non aux injustices, aux inégalités, à l'exploitation et à la guerre. **Pour pouvoir participer au festival mondial de la jeunesse, les jeunes communistes de Loire-Atlantique ont besoins de vous ! Ils font appelle à votre solidarité pour aider à financer leur initiative. D'avance, ils vous en remercient.** Pour plus d'informations, vous pouvez les contacter au 06 16 24 71 54.

JE SOUTIENS LES JEUNES COMMUNISTES ET LE FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE !

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL : E MAIL :

Je verse.....euros pour soutenir les jeunes communistes de Loire-Atlantique et leur participation au festival mondial de la jeunesse en Afrique du Sud.

espèces

chèque (à l'ordre de la JC 44)

A renvoyer à Jeunes communistes de Loire-Atlantique, 41 rue des olivettes 44000 NANTES